

- assurer le relais entre les bureaux de sortie des formations sanitaires chargés d'établir et de délivrer les documents de déclaration de naissance ou de décès et le centre principal d'état civil concerné par la naissance ou le décès ;
- assurer la sensibilisation dans les formations sanitaires, sur la gratuité de la déclaration de naissance et de décès, des actes originaux d'état civil ainsi que sur l'importance de l'acte de naissance et de décès.

Article 4 : Les centres auxiliaires d'état civil des formations sanitaires sont dirigés et animés par des officiers auxiliaires de l'état civil nommés par arrêté du ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Les officiers auxiliaires de l'état civil des formations sanitaires ont rang de chef de service.

Ils perçoivent une indemnité prévue par les textes en vigueur.

Article 5 : Le directeur général de l'administration du territoire et le directeur général des soins et services de santé sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 13 novembre 2020

Le ministre de l'intérieur
et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Le ministre de la santé, de la population,
de la promotion de la femme et de l'intégration
de la femme au développement,

Jacqueline Lydia MIKOLO

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DE LA COOPERATION ET DES CONGOLAIS
DE L'ETRANGER**

Décret n° 2020-601 du 20 novembre 2020
portant institution du titre de voyage de réfugié et fixant
les modalités de son attribution

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative
au statut de réfugié et son protocole du 31 janvier 1967 ;
Vu la convention de l'organisation de l'unité africaine
du 10 septembre 1969 régissant les aspects propres
des problèmes des réfugiés en Afrique ;

Vu la loi n° 29-2017 du 7 août 2017 modifiant et complétant
certaines dispositions de la loi n° 23-96 du 6 juin 1996
fixant les conditions d'entrée, de séjour et de sortie des
étrangers en République du Congo ;

Vu le décret n° 99-310 du 31 décembre 2001 portant
création, organisation, attributions et fonctionnement
du comité national d'assistance aux réfugiés ;

Vu le décret n° 2016-361 du 27 décembre 2016 relatif

aux attributions du ministre des affaires étrangères,
de la coopération et des Congolais de l'étranger ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant
nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 8040 du 28 décembre 2001 portant
création, organisation, attributions et fonctionnement de
la commission des recours des réfugiés ;

Vu l'arrêté n° 8041 du 28 décembre 2001 portant
création, organisation, attributions et fonctionnement de
la commission d'éligibilité au statut de réfugié ;

En Conseil des ministres,

Décrète :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Il est institué en République du
Congo, un « titre de voyage de réfugié ».

Article 2 : Le titre de voyage de réfugié confère à son
titulaire le droit de circuler librement sur l'ensemble
du territoire national.

Le titre de voyage de réfugié est aussi un document de
voyage international pour son titulaire.

**TITRE II : DES CARACTERISTIQUES DU TITRE
DE VOYAGE DE REFUGIE**

Article 3 : Le titre de voyage de réfugié est électro-
nique. Il est de couleur bleue.

Article 4 : Le titre de voyage de réfugié est biométrique.
L'élément de référence biométrique est l'index gauche.

Le titre de voyage de réfugié est édité en langue fran-
çaise. La couverture porte, gaufrées en or, les inscrip-
tions suivantes :

1- sur la partie supérieure, « REPUBLIQUE DU CONGO » ;

2- au milieu, « les armoiries de la République du
Congo » ;

3- sur la partie inférieure, la mention « TITRE DE
VOYAGE », suivie d'un symbole de la puce électronique.

Article 5 : Le titre de voyage de réfugié est un car-
net aux deux bouts arrondis, aux dimensions stan-
dard 125 mm/88 mm, normes de l'organisation de
l'aviation civile internationale.

Le carnet comporte 32 pages intérieures de papier sé-
curisé, filigrané sur toute sa surface.

Article 6 : Les pages intérieures du titre de voyage de
réfugié se présentent comme suit :

- La page 1 porte les mentions « REPUBLIQUE DU
CONGO » en langue française suivies des armoiries
de la République du Congo et de la mention « TITRE
DE VOYAGE ».

- Le tout dans un cadre guilloché rectangulaire, de couleur rouge, ayant à sa base un motif graphique en forme de mini lac dans lequel est inscrit le numéro d'attribution codé du titre de voyage.

- Les pages 2 et 3 sont écrites à l'horizontale. Ce sont les pages des données d'identification du titulaire du titre de voyage.

- La page 2 comporte un cadre 4x4 réservé à la photographie, et son fantôme grossi, à droite scanné. Elle porte de façon lisible les données ci-après :

- type ;
- code pays ;
- numéro du passeport ;
- nom et prénom ;
- date et lieu de naissance ;
- sexe ;
- profession ;
- dates d'établissement et lieu d'émission ;
- date d'expiration.

Elle comporte une zone de lecture optique constituée par une puce et une bande NRZ alpha numérique.

La page 3 est réservée à la signature du titulaire, ainsi qu'à l'identité, la signature et le cachet de l'autorité.

Les pages 2 et 3 sont protégées chacune par deux films plastiques incolores et adhésifs à chaud.

Elles comportent des guillemets imprimés au milieu de la page dans lesquels sont incorporées les armoiries de la République du Congo.

Les pages 4 à 32 sont réservées aux visas et aux timbres de contrôle aux frontières.

Elles comportent le logo de la CEMAC et des guillemets imprimés au milieu de la page.

Article 7 : Les pages de garde, placées à la partie intérieure de la couverture, comportent tout un motif guilloché rectangulaire de couleur jaune dans lequel sont imprimés :

- pour la première page, la carte de la République du Congo et un lexique en français, en anglais, en espagnol, en arabe et en portugais des expressions utilisées ;
- pour la dernière page, le texte « recommandations importantes » en langue française.

TITRE III : DES CONDITIONS DE DELIVRANCE, DE RENOUVELLEMENT ET DE VALIDITE

Article 8 : Le dossier de demande du titre de voyage de réfugié est déposé au comité national d'assistance aux réfugiés ou dans ses antennes départementales.

Il comprend, outre les originaux :

- une demande adressée au directeur du comité national d'assistance aux réfugiés ;

- un formulaire de demande fourni par le comité national d'assistance aux réfugiés ;
- une copie de la carte d'identité de réfugié en cours de validité ;
- quatre cartes photo format identité en couleur sur fond blanc ;
- un casier judiciaire délivré par les services compétents du ministère de la justice ;
- une réservation du billet ;
- un document indiquant la destination et l'objet du voyage ;
- une prise en charge ;
- un document justifiant la disponibilité des moyens financiers ou liquidités ;
- les conditions d'obtention du visa du pays de destination.

Article 9 : Le titre de voyage de réfugié n'est attribué qu'aux personnes dont la qualité de réfugié est dûment reconnue en République du Congo.

Article 10 : Les conjoints et les enfants mineurs accompagnant les réfugiés présentent le même dossier complété par :

- un acte ou un certificat de naissance ;
- un acte de mariage (pour les conjoints) ;
- une autorisation parentale (pour les enfants mineurs) ;
- une pièce d'identité du parent demandeur.

Article 11 : Le titre de voyage de réfugié est exclusivement délivré dans un délai de trente jours et signé par le ministre chargé des affaires étrangères.

Article 12 : La durée de validité du titre de voyage de réfugié est de trois ans renouvelable dans les mêmes conditions que lors de la demande initiale.

Article 13 : En cas de cessation du statut de réfugié, pour rapatriement volontaire ou réinstallation, le titre de voyage de réfugié est retourné au comité national d'assistance aux réfugiés.

Article 14 : Le titre de voyage de réfugié est délivré contre versement au trésor public d'une taxe dont le montant est fixé conformément à la réglementation en vigueur.

Article 15 : En cas de perte, de vol ou de destruction du titre de voyage de réfugié, la victime doit en faire immédiatement la déclaration au comité national d'assistance aux réfugiés, qui mentionne le fait dans un registre spécial ouvert à cet effet. Un nouveau titre est délivré au réfugié dans les mêmes conditions.

En cas de décès dûment constaté, le titre de voyage de réfugié est restitué au comité national d'assistance aux réfugiés.

TITRE IV : DISPOSITION FINALE

Article 16 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 20 novembre 2020

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le ministre des affaires étrangères,
de la coopération et des Congolais de l'étranger,

Jean Claude GAKOSSO

La ministre des affaires sociales
et de l'action humanitaire,

Antoinette DINGA-DZONDO

Le ministre de l'intérieur
et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Le ministre des finances
et du budget,

Calixte NGANONGO

B - TEXTES PARTICULIERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECORATION

Décret n° 2020-595 du 13 novembre 2020.

Sont décorés, à titre normal, dans l'ordre du mérite universitaire :

Au grade de commandeur :

MM. :

- **MBATCHI (Bertrand)** ;
- **TOURE ALI (Ibrahim)** ;
- **BADIANE (Seydou Boubakar)** ;
- **GRESENGUET (Gérard)** ;
- **DIEYE (Alioune)** ;
- **NOUHO (Hassan)**.

Au grade d'officier :

- M. **NDIAYE (Papa Amadou)** ;
- Mme **GUEYE (Serigne-Magueye)** ;
- M. **ELIRA DOKEKIAS (Alexis)** ;
- Mme **OUEDRAOGO TRAORE (Rasmata)** ;

MM. :

- **MEYE (Jean François)** ;
- **LISHOU (Claude)** ;
- **BALO (Komi Matiklu)** ;

- **ONDZOTTO (Gontran)** ;
- **OUBA (Kampadilemba)** ;
- **SEPOU (Abdoulaye)** ;
- **NTSIBA (Honoré)** ;
- **BROUH (Yapo)** ;
- **DAH (Cyrille Serges)** ;
- **NAPON (Abou)** ;
- **BONNY (Jean Sylvain)** ;
- **FALL (Babacar)** ;
- Mme **MANSILLA (Edmée Clémence)**.

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur sont applicables.

MINISTERE DES HYDROCARBURES

ATTRIBUTION DE PERMIS D'EXPLORATION (RENOUVELLEMENT)

Décret n° 2020-597 du 20 novembre 2020

modifiant et complétant le décret n° 2019-357 du 30 novembre 2019 portant deuxième renouvellement du permis d'exploration d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « permis Marine III »

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 003-91 du 23 avril 1991 sur la protection de l'environnement ;
Vu la loi n° 28-2016 du 12 octobre 2016 portant code des hydrocarbures ;
Vu la loi n° 1-98 du 23 avril 1998 portant création de la société nationale des pétroles du Congo ;
Vu la loi n° 10-2006 du 30 mars 2006 portant approbation du contrat de partage de production du permis de recherche « Marine III », conclu le 20 décembre 2005 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et la société Prestoil Kouilou Company ;
Vu le décret n° 2005-294 du 18 juillet 2005 accordant à la société nationale des pétroles du Congo un permis de recherche d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « permis Marine III » ;
Vu le décret n° 2009-415 du 20 novembre 2009 fixant le champ d'application, le contenu et les procédures de l'étude et la notice d'impact environnemental et social ;
Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2017-420 du 9 novembre 2017 portant approbation des statuts de la société nationale des pétroles du Congo ;
Vu le décret n° 2017-483 du 19 décembre 2017 portant renouvellement du permis de recherche d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « permis Marine III » ;
Vu de décret n° 2019-357 du 30 novembre 2019 portant deuxième renouvellement du permis d'exploration d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « permis Marine III » ;